

Table des matières

La preuve en droit civil: rappel des principes et actualités jurisprudentielles	7
<i>Pascale LECOCQ, avec la collaboration d'Elisabeth JADOUL</i>	
Observation liminaire	7
Introduction	7
Section 1. Aperçu des différents modes de preuve et rappel des grandes règles de recevabilité	10
§ 1. Prééminence de la preuve littérale	10
§ 2. Les cas spécifiques de l'aveu et du serment	15
Section 2. De la preuve littérale au commencement de preuve par écrit	17
§ 1. Les différents types de preuve littérale	17
§ 2. De l'acte sous seing privé en particulier...	19
§ 3. ... au commencement de preuve par écrit	26
Section 3. Des (autres) exceptions générales à l'exigence d'une preuve littérale	30
§ 1. Les impossibilités ou la perte	30
§ 2. La matière commerciale	33
Conclusion	37
La preuve contraire et le faux	39
<i>Maxime STASSIN</i>	
Introduction	39
Section 1. Prouver outre ou contre une preuve rapportée	39
§ 1. Respect de la hiérarchie des preuves	39
§ 2. Combattre la preuve littérale	40
A. La force probante de l'écrit signé	41
B. Prouver outre ou contre un écrit	43
§ 3. Prohibition de la preuve contraire	45
A. Présomption irréfragable fondée sur l'ordre public	45
B. Actes authentiques	46
C. Aveu	46
D. Serment litisdécisoire	47
Section 2. Le faux	47

§ 1. Fausse allégation	47
§ 2. Faux témoignage	48
A. Témoignage oral	48
B. Témoignage écrit	49
§ 3. Faux littéral	50
A. Vérification d'écritures	50
B. Inscription de faux	60
§ 4. Faux aveu	69
A. L'aveu est en principe indivisible	69
B. Par exception : division de l'aveu	70
§ 5. Faux serment	71
A. Le serment litisdécisoire	71
B. Le serment supplétoire	72
Les modes de preuve en droit fiscal : cadre général	73
<i>Marc BOURGEOIS et Ludvine LOFFET</i>	
Introduction	73
§ 1. Le droit fiscal est d'ordre public	73
§ 2. Un tiers pas comme les autres	75
§ 3. Plan	76
Section 1. Les modes de preuve à disposition de l'administration fiscale	76
§ 1. La déclaration du contribuable en matière d'impôts sur les revenus et sa vérification par le fisc	77
A. Obligation légale	77
B. Conséquences du non-respect de ses obligations par le contribuable	81
C. Devoir de collaboration du contribuable et pouvoirs d'investigation de l'administration	84
§ 2. Les modes de preuve de droit commun	97
A. Les procès-verbaux des agents du fisc	97
B. L'aveu	98
C. La preuve par écrit	100
D. Les témoignages de tiers	101
E. L'expertise	104
F. Les présomptions	104
G. L'exclusion du serment	108

§ 3.	Les modes de preuve spécifiques au droit fiscal	108
A.	La preuve par signes et indices d'aisance (art. 341 C.I.R. 92)	108
B.	Les barèmes forfaitaires de taxation et les bénéfices minima (art. 342 C.I.R. 92)	110
C.	La preuve par comparaison (art. 342 C.I.R. 92)	112
D.	Article 344, § 1 ^{er} , du C.I.R. 92 : inopposabilité de la qualification juridique de l'acte	112
E.	Article 344, § 2, du C.I.R. 92 : inopposabilité de certaines opérations particulières de transfert	113
§ 4.	Sort des moyens de preuve obtenus illégalement	113
A.	Point de départ : solution jurisprudentielle en droit pénal	113
B.	Consécration législative en droit pénal	114
C.	Champ d'application de l'article 32 du T. p. C. pén.	115
D.	Transposition de la jurisprudence <i>Antigone</i> en matière fiscale	115
E.	Arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 décembre 2015	116
F.	Consécration législative imminente ?	118
G.	Jurisprudence de la Cour de cassation postérieure à l'arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne du 17 décembre 2015	119
Section 2.	Difficile preuve de la simulation et distinction par rapport au jeu des mesures anti-abus	119
§ 1.	La fraude fiscale et la notion de « simulation » prohibée à l'égard du fisc	119
§ 2.	L'évitement licite de l'impôt et le concept d'« abus fiscal » dans la loi belge	121
	Le faux et l'usage de faux en matière fiscale	129
	<i>Marc BOURGEOIS et Ldivine LOFFET</i>	
	Introduction	129
	Plan de l'exposé	130
Section 1.	Le phénomène de la fraude fiscale en lien avec le faux commis en matière fiscale	131
§ 1.	Généralités	131
§ 2.	Fraude fiscale simple vs fraude fiscale aggravée	132
§ 3.	Fraude fiscale grave, organisée ou non	133
	ANTHEMIS	207

A.	Le concept initial de « fraude fiscale grave et organisée »	133
B.	Le nouveau concept de « fraude fiscale grave, organisée ou non »	137
C.	L'absence de définition du nouveau concept de « fraude fiscale grave, organisée ou non »	137
D.	La jurisprudence de la Cour constitutionnelle	138
E.	La mise en œuvre pratique du nouveau concept de « fraude fiscale grave, organisée ou non » – Retour aux travaux préparatoires	139
Section 2.	Du faux et de l'usage de faux en matière fiscale	140
§ 1.	Base légale spécifique : l'article 450, alinéa 1 ^{er} , du C.I.R. 92	140
§ 2.	Éléments constitutifs – Comparaison entre le faux en écritures de droit commun et le faux fiscal	141
A.	Avant-propos : le mensonge est-il de droit ?	141
B.	Le faux en écritures de droit commun et le faux fiscal : substrat commun et spécificités de la matière fiscale	141
C.	Le concours d'infractions de faux de droit commun et de faux fiscaux	151
D.	L'usage de faux en écritures	152
E.	La question de la prescription du faux et de l'usage de faux en matière fiscale	154
Section 3.	La répression de la fraude fiscale	161
§ 1.	Catégories d'infractions	161
§ 2.	Types de sanctions	162
A.	Sanctions administratives	162
B.	Sanctions pénales fiscales	164
§ 3.	Reconnaissance de cette catégorisation des sanctions par la Cour constitutionnelle	166
§ 4.	Cumul des sanctions pénales et fiscales ? <i>Una via</i> et principe <i>non bis in idem</i>	166
A.	<i>Una via</i>	166
B.	Principe <i>non bis in idem</i>	170
	La preuve en procédure pénale et le faux en droit pénal	185
	<i>Adrien MASSET</i>	
	Introduction – L'objet du procès pénal et la place du faux en droit pénal	185
Section 1.	Le procès pénal et la preuve de la culpabilité	186
§ 1.	Les différents moyens de preuve	186

A.	Énumération des différents moyens de preuve	186
B.	Les fausses preuves	187
C.	Les faux aveux	188
D.	Le faux témoignage	188
E.	Les fausses constatations directes	189
F.	Les faux indices et les fausses présomptions graves, précises et concordantes	190
G.	Les faux procès-verbaux et les écrits falsifiés	190
H.	Les fausses constatations et avis mensongers émanant d'experts	192
I.	Les résultats falsifiés d'une analyse génétique	192
J.	Les éléments issus de l'application de méthodes particulières de recherche	192
§ 2.	Le sort des preuves illégales, déloyales ou irrégulières en procédure pénale	192
A.	Une évolution jurisprudentielle	192
B.	Une consécration légale	194
C.	Une impasse en fait	195
D.	Un vent de réforme ?	196
Section 2.	Le mensonge en tant que droit de la défense	197
§ 1.	Mentir, c'est aussi se défendre	197
§ 2.	Le prix du mensonge	197
§ 3.	Éviter le mensonge en le détectant	199
Section 3.	L'escroquerie au jugement : le faux au service d'une tromperie de la justice	200
§ 1.	L'escroquerie au jugement	200
§ 2.	L'escroquerie au jugement et la requête civile	201
§ 3.	L'escroquerie au jugement et la révision des condamnations pénales	201
Section 4.	L'inscription de faux	202
Conclusion		203